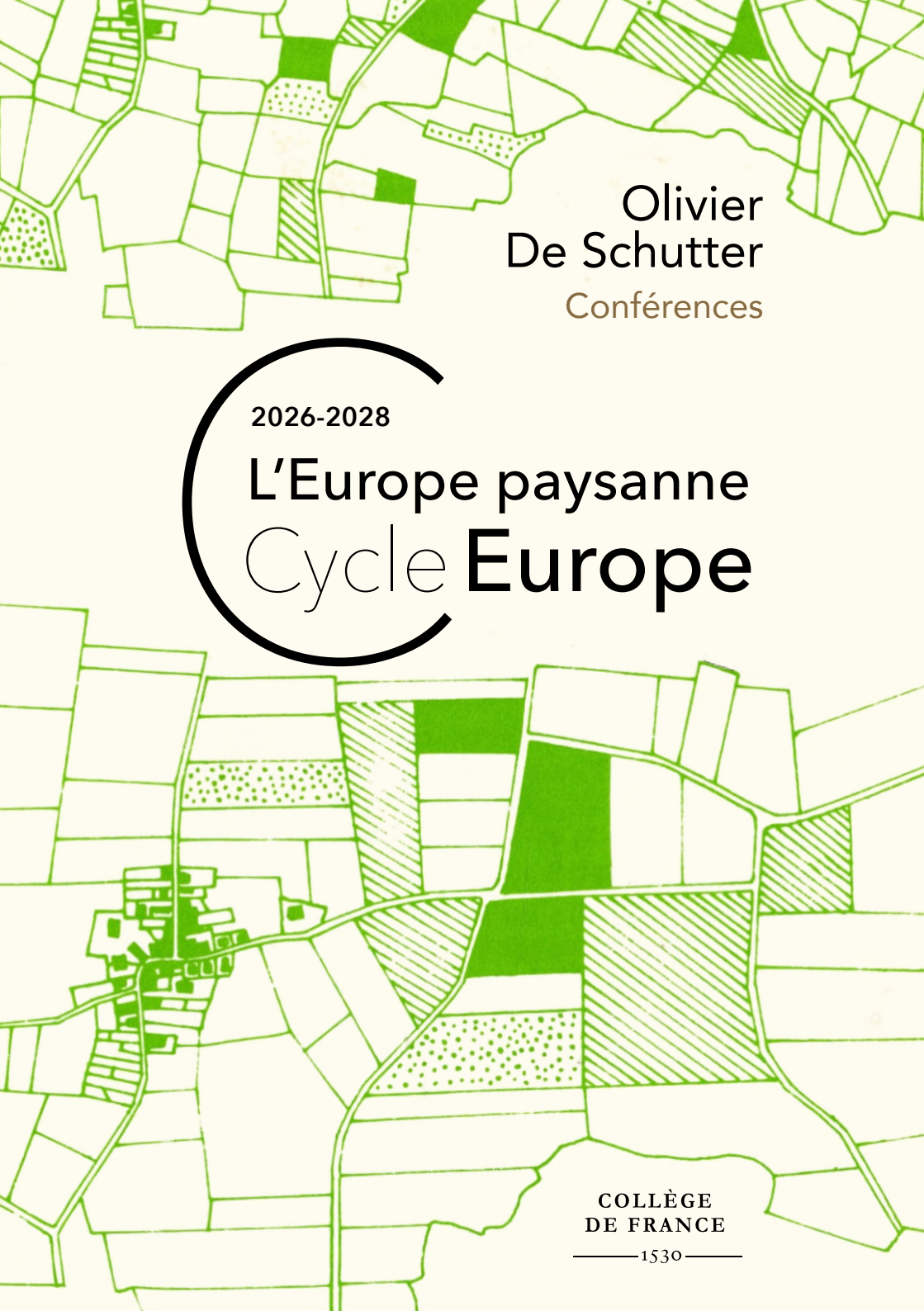




Olivier
De Schutter
Conférences

2026-2028

L'Europe paysanne
Cycle Europe

COLLÈGE
DE FRANCE

—1530—



Le Collège de France bénéficie d'une longue tradition de réflexion sur l'Europe. En réponse aux crises successives qui la secouent et aux appels fréquemment renouvelés à sa « renaissance » ou à sa « refondation », le Collège s'engage dans le débat sur l'avenir de l'Europe dans le monde par le biais d'un cycle de conférences inauguré en 2021.

Durant chaque cycle, deux conférenciers sont invités au Collège pour penser l'Europe, chacun ou chacune pour une série de quatre conférences. L'Europe est ici comprise au sens large des études européennes. Le cycle accueille toute réflexion historique, politologique, philosophique, philologique, anthropologique, sociologique, juridique, économique, littéraire, théologique ou archéologique sur l'Europe en tant que continent, civilisation, culture, idée, valeur(s), mythe, ordre ou culture juridique, institution(s), organisation internationale (Union européenne ou Conseil de l'Europe) ou marché. Un thème est fixé pour deux séries de conférences qui se répartissent sur deux ans. Les cinq cycles de conférences précédents ont porté successivement sur la géopolitique de l'Europe, les deux Europes, la paix en Europe, l'Europe démocratique et la question du rapport Europe-Afrique.

.....

Le cycle Europe est coordonné par un comité constitué des Prs Samantha Besson, Edith Heard, Antoine Lilti, Vinciane Pirenne-Delforge et Thomas Römer.

Il bénéficie du soutien de la Fondation Hugot du Collège de France.

En libre accès, dans la limite des places disponibles.

2026 - 2028

L'Europe paysanne

Ce nouveau *Cycle Europe* comprend deux séries de conférences consacrées au thème de *L'Europe paysanne*.

.....

Automne 2026

Olivier De Schutter

Professeur de droit international et européen
des droits de l'homme à l'Université catholique de Louvain

*La souveraineté alimentaire
et la transition agro-écologique en Europe*

Automne 2027

Laurence Roudart

Professeure en sciences de la population
et du développement à l'Université libre de Bruxelles

Paysanneries et capitalisme en Europe

Olivier De Schutter

La souveraineté alimentaire et la transition agro-écologique en Europe

Cette série de conférences examinera l'émergence de la notion de souveraineté alimentaire en droit international, jusqu'à sa consécration par l'adoption, en 2018, de la Déclaration sur les droits des paysans et paysannes et des autres personnes travaillant dans les zones rurales. Il évaluera ensuite l'impact du discours de la souveraineté alimentaire sur les tentatives récentes de refonder la politique agricole commune de l'Union européenne en lien avec le pacte vert pour l'Europe, par l'adoption, comme composante de ce pacte, d'une stratégie alimentaire « de la ferme à la table ».

.....

Olivier De Schutter est invité par l'assemblée du Collège de France.

Conférences

Mercredi 4 novembre 2026

17h30-18h30, amphithéâtre Maurice Halbwachs

La première conférence reviendra sur les conditions d'émergence de la notion de souveraineté alimentaire. Portée par le mouvement transnational de paysans *La Via Campesina* au début des années 1990, l'idée de souveraineté alimentaire a été mise en avant afin de proposer une alternative à la mise en concurrence des agricultures du monde annoncée par l'adoption de l'Accord sur l'agriculture parmi les accords de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

C'est en effet au moment où se clôt le cycle de négociations commerciales de Punta del Este au sein du GATT (1986-1994), qui allait donner lieu à la mise sur pied de l'OMC en 1995, que le mouvement paysan exprime son refus de voir l'évolution de l'agriculture soumise aux exigences du commerce international, et propose au contraire que l'on donne la priorité à la production alimentaire qui satisfait les besoins des communautés locales, en reléguant le commerce international (et l'agriculture d'exportation) à un rôle subsidiaire. Ce débat entre libéralisation progressive du commerce des produits agricoles, d'une part, et souveraineté alimentaire, de l'autre, dépasse le seul champ de l'OMC. Il recouvre également des enjeux agronomiques, sanitaires et géopolitiques, ainsi que démocratiques : derrière la revendication de souveraineté alimentaire, en effet, s'exprime aussi une exigence d'autonomie et de reconquête

démocratique des systèmes alimentaires, afin d'éviter que les choix de politique agricole et alimentaire soient dictés par une exigence de compétitivité et donc par la quête d'économies d'échelle, amenant à une subordination de la petite agriculture paysanne aux attentes des grandes entreprises de l'agroalimentaire et des chaînes mondiales de valeur.

Cette opposition entre deux modèles de développement de l'agriculture et des systèmes alimentaires a structuré les débats sur la réforme des systèmes alimentaires depuis 1990, et a débouché sur une progressive substitution du paradigme de la souveraineté alimentaire au paradigme de la libéralisation du commerce des produits agricoles : l'adoption par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies (ONU), en décembre 2018, d'une Déclaration sur les droits des paysans et paysannes et des autres personnes travaillant dans les zones rurales, qui inclut la notion de souveraineté alimentaire, vient consacrer ce renversement.

Jeudi 5 novembre 2026

15h00-16h00, amphithéâtre Maurice Halbwachs

La deuxième conférence abordera la manière dont la politique agricole commune (PAC), inaugurée en Europe à la fin des années 1950, a d'emblée incarné un modèle productiviste, misant sur l'augmentation des rendements de manière à garantir la sécurité alimentaire du continent européen. Cette pression à l'intensification de la production agricole s'est faite au prix de plusieurs dérives, y compris un appauvrissement des sols, une dépendance de la production agricole à l'égard des énergies fossiles pour l'accès à des intrants (pesticides et engrais azotés), une disparition progressive des petites exploitations agricoles moins compétitives sur des marchés plus étendus, une alimentation reposant de plus en plus sur des produits transformés nocifs pour la santé et responsables d'une augmentation spectaculaire des maladies non transmissibles, et enfin des exportations vers les pays du Sud menaçant la viabilité des productions locales.

Les critiques à l'égard du modèle productiviste incarné par la PAC ont gagné en audience dans les années 1990, amenant à un progressif « verdissement » de la PAC, mais sans que cela ne débouche sur une remise en cause fondamentale. En effet, au moment où les scientifiques et les organisations de la société civile se font entendre sur ce sujet, les systèmes alimentaires dans l'Union européenne (UE) apparaissent déjà largement verrouillés : les composantes économiques, technologiques, culturelles et politiques ont coévolué au cours des années, expliquant la forte inertie de l'ensemble, ainsi que la dépendance de sentier affectant les réformes entreprises.

Cette conférence sera l'occasion de montrer la pertinence de la théorie des transitions pour analyser les échecs des réformes successives de la PAC.

Jeudi 12 novembre 2026

17h30-18h30, amphithéâtre Maurice Halbwachs

La troisième conférence abordera la mobilisation pour une « politique alimentaire commune » entre 2016 et 2019, jusqu'à la présentation d'un rapport sous ce titre par IPES-Food, le Panel international d'experts sur les systèmes alimentaires durables, quelques mois avant les élections européennes de mai 2019.

Pendant trois années, un ensemble de consultations ont eu lieu, tant au sein des institutions européennes que dans différentes villes européennes, pour poser les jalons de systèmes alimentaires durables dans l'UE, et pour demander que les politiques affectant l'environnement alimentaire (politique agricole, politique de l'environnement, politique de santé, politique de l'emploi, politique commerciale notamment) soient mieux alignées les unes sur les autres, afin à la fois d'éviter les contradictions entre elles, et d'identifier des synergies jusqu'alors absentes. La proposition d'une « politique alimentaire commune » de l'UE constitue un exemple inédit de mise à l'agenda européen d'un nouvel objet, par la société civile et par des mouvements sociaux venant de différents horizons et mettant en avant différentes préoccupations, mais qui convergent sur l'objectif de renforcer la durabilité des politiques européennes affectant l'agriculture et l'alimentation. Elle illustre aussi comment l'adoption d'une « stratégie » pluriannuelle, permettant la coordination de plusieurs politiques sectorielles et l'alignement de plusieurs niveaux de gouvernance – du niveau municipal et régional au niveau européen, en passant par le niveau des États membres – permet de surmonter l'inertie des systèmes hérités, dont la conférence précédente avait posé le diagnostic.

Vendredi 13 novembre 2026

17h30-18h30, amphithéâtre Maurice Halbwachs

La quatrième conférence abordera les réponses qui ont été données à la campagne pour une « politique alimentaire commune » de l'UE. En juillet 2019, la présidente de la Commission européenne annonçait un « pacte vert pour l'Europe » comme projet phare de la législature européenne 2019-2024. En mai 2020, la Commission proposait d'inclure une « stratégie alimentaire "de la ferme à la table" » (« *from farm to fork* ») au sein du pacte vert, largement inspirée des propositions pour une « politique alimentaire commune » de l'UE.

Bien que plusieurs mesures aient été prises afin de traduire cette stratégie alimentaire en actes législatifs et dans les choix budgétaires, le travail demeurerait largement inachevé au moment où s'ouvrirait, début 2024, une nouvelle campagne en vue des élections européennes de juin 2024. La forte inflation des prix des denrées alimentaires pendant l'année 2022 et la colère du monde agricole exprimée au début de l'année 2024, mais aussi la forte montée des partis de la droite radicale lors des élections de juin 2024, qui ont eu tendance à opposer protection du pouvoir d'achat et transition écologique dans le domaine de l'alimentation, constituaient autant d'obstacles à l'accélération de la transformation des systèmes alimentaires en Europe. Nous examinerons si et comment ces obstacles pourraient être surmontés.



Portrait © D.R.

Olivier De Schutter était le Rapporteur spécial de l'ONU sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme entre mai 2020 et avril 2026. Il est professeur à l'Université catholique de Louvain et à SciencesPo (Paris), et il a enseigné par le passé au Collège d'Europe (2008-2016), à New York University (2004), à Columbia University (2008-2013) et à Yale University (2016-2017). Il a été professeur invité à University of California Berkeley en 2013-2014, où il a contribué à fonder le Berkeley Food Institute. En 2013, il a été le lauréat du prestigieux Prix Francqui pour sa contribution au droit international des droits de l'homme et à la théorie de la gouvernance. Expert en matière de droits économiques et sociaux, Olivier De Schutter était entre 2004 et 2008 Secrétaire général de la Fédération internationale des Ligues des Droits de l'Homme (FIDH).

Nommé Rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation en 2008, en succession du sociologue suisse Jean Ziegler, il a assumé ce mandat jusqu'en 2014. Elu membre du Comité des droits économiques, sociaux et culturels en 2015 et réélu en 2019, il a renoncé à cette fonction afin de pouvoir accepter le mandat de Rapporteur spécial sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme. Olivier De Schutter co-préside depuis 2015 le Panel international d'experts sur les systèmes alimentaires durables (IPES-Food), un groupe d'experts émanant de différentes disciplines développant des propositions sur la réforme des systèmes alimentaires, notamment afin de maximiser le potentiel de l'agroécologie. Auteur d'une vingtaine de livres, il a à son actif de nombreuses publications en matière de droits économiques et sociaux et sur les liens entre droits de l'homme et développement, ainsi que sur les conditions de la transition écologique.

Ses ouvrages les plus récents sont: *The Poverty of Growth*, préfacé par K. Raworth (Pluto Press, 2024); avec T. Dedeurwaerdere, *Social Innovation in the Service of Ecological and Social Transformation. The Rise of the Enabling State* (Routledge, 2021) (paru en traduction française sous le titre *Pour un Etat partenaire. L'innovation citoyenne au cœur de la transformation sociale et écologique* (Etopia/Altura, 2024); *Changer de boussole. La croissance ne vaincra pas la pauvreté* (Les Liens qui Libèrent, mai 2023); et avec H. Frazer, A.-C. Guio et E. Marlier, *The Escape from Poverty. Breaking the Vicious Cycles Perpetuating Disadvantage* (Policy Press, 2023).



À venir

2026-2028

L'Europe paysanne

Automne 2027

Paysanneries et capitalisme en Europe

par Laurence Roudart, professeure

en sciences de la population

et du développement à

l'Université libre de Bruxelles

COLLÈGE
DE FRANCE
—1530—

11, place Marcelin-Berthelot – 75005 Paris
www.college-de-france.fr

Année universitaire
2026-2027